

CEREMONIE DES VŒUX 2024
Discours de Raphaël Schellenberger
Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,
Simplement, chers amis.

Vous l'aurez compris avec ces mises à l'honneur, dans mon engagement politique et dans l'exercice de mes mandats, je cherche avant tout à donner du sens.

Si la politique joue un rôle dans notre société c'est bien celui de construire notre destin commun.

C'est une chose que de conceptualiser cela, une fois élu, ça n'est pour autant pas si simple de le mettre en œuvre.

La situation politique de notre pays, suite aux élections législatives de juin 2022, est complexe. Les combats cette années ont été nombreux à le démontrer : les retraites, l'immigration ou encore la crise de l'énergie.

Pourtant, je veux partager avec vous cette conviction. Cette instabilité oblige ! Elle oblige tous les élus à plus de responsabilité, plus de dialogue, plus d'écoute. Ce qui est rassurant, c'est la force de nos institutions. Malgré les attitudes individuelles, elles contraignent à ce mouvement de rassemblement.

Nous ne pouvons pas compter sur Emmanuel Macron et ses équipes pour faire preuve d'humilité. Pour se mettre à la hauteur des français et les écouter. Mais nous pouvons croire en notre République qui oblige !

C'est en ce sens qu'en 2023, j'ai eu l'immense honneur et la responsabilité de présider la commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France. Ce long travail, de fond et très suivi par tous les français a commencé à changer les choses.

C'est le sens de mon engagement !

Changer les choses !

Avant d'y revenir plus en détail, petit rappel en image de cette année 2023 avec un grand merci à Mélanie pour le montage !

-VIDEO-

N'attendez pas de moi que je verse dans le pessimisme ou dans le fatalisme. Mon rôle, c'est de contribuer à nous faire avancer.

L'importance qu'a eu ma commission d'enquête a été largement démontrée. Elle a été de loin, et au moins depuis la commission d'enquête sur le scandale d'Outreau, la Commission la plus suivie de l'Assemblée nationale.

Une Commission d'Enquête, c'est le moyen le plus poussé dont dispose la représentation nationale pour contrôler l'action de l'exécutif qui est responsable devant nous. Après avoir prêté serment de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité, les auditionnés sont susceptibles de condamnations pénales en cas de mensonge. Le président d'une commission d'enquête dispose également d'un pouvoir de convocation ou de contrôle sur place et sur pièce.

Après 86 auditions, après avoir entendu tous les ministres chargés de l'énergie depuis 20 ans, tous les hauts responsables administratifs et les dirigeants des entreprises énergétiques les plus importantes de France, la profondeur de nos travaux et la gravité des responsabilités politiques qui ont été établies ont conduit les deux anciens présidents de la République, François Hollande et Nicolas Sarkozy à se présenter devant nous.

C'est une première dans l'histoire de la 5^{ème} République. Jamais d'anciens présidents ne s'étaient présentés devant la Représentation Nationale pour rendre des comptes.

S'il ne fallait qu'une seule preuve de la justesse et de l'importance du travail mené pendant ces 6 mois d'enquête, la voilà.

Alors que retenir de tout ce travail ? Qui est responsable ?

Permettez-moi de prendre un peu de hauteur et d'en appeler à la conscience de chacun. S'il y a une décision qui incarne bien l'effondrement de notre vision stratégique en matière énergétique, c'est la décision de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim.

Cette décision, prise par François Hollande et mise en œuvre par Emmanuel Macron, a pourtant été prise dans la transparence. Promise par un candidat socialiste à l'occasion d'une alliance avec l'écologie politique. Candidat qui était alors soutenu par le syndicat alors majoritaire d'EDF y compris à Fessenheim.

Au-delà de cette promesse hors-sol, la raison pour laquelle Emmanuel Macron a confirmé et mis en œuvre ce choix est des plus abjecte. C'est son secrétaire d'Etat d'alors qui l'a expliquée. Il est depuis devenu Ministre de la Défense. Il ne s'agissait pas d'observer la décision pour ce qu'elle était et ce qu'elle produirait comme effet néfaste. Il s'agissait de permettre aux français de retrouver confiance dans la politique en leur démontrant que les engagements pris étaient mis en œuvre. Emmanuel Macron, contrairement à tous ses prédécesseurs, allait montrer que lui tient ses promesses. Même lorsqu'elles sont absurdes.

Le résultat nous le connaissons. L'an dernier, au plus fort de la crise, finalement il n'a manqué qu'un peu plus de 2 GW de capacité de production pour ne pas avoir à importer une électricité au prix le plus cher. 2 GW... Alors que 3 ans avant, Emmanuel Macron en fermait 1,8 à Fessenheim et que dans les 10 dernières années nous fermions 10 GW de moyens de production thermique.

Faut-il attendre du Président de la République qu'il fasse preuve d'humilité et reconnaisse une erreur grave ? Depuis 7 ans, nous le connaissons désormais assez pour savoir que c'est une espérance vaine.

Il promettait en 2017 de faire de la politique autrement. Il a retrouvé des recettes anciennes que plus personne n'osait utiliser. Il a changé d'avis, fait comme si ce n'était pas le cas, et continue de dire qu'il avait raison depuis le début.

Mais les positions changent. D'un candidat qui promettait en 2017 la fermeture de 14 réacteurs nucléaires, il est devenu, tout banalement, celui qui promet d'en construire 14 plus puissants. Sans se renier. Comme si les Français appréciaient d'être pris pour des idiots.

Alors l'optimiste que je suis se réjouit néanmoins. Grâce au rapport de force que nous avons établi, des lignes ont bougé et des propositions que j'ai portées dans mon rapport ou au cours des auditions ont trouvé une crédibilité nouvelle dans le débat public :

- Grâce à notre commission d'enquête, une première loi supprimant le plafond de production nucléaire a été votée
- Nous préconisons la création d'une alliance européenne pour le nucléaire qui a vu le jour quelques semaines après que cette idée ait été formulée en audition
- Nous rappelions que la stratégie française en matière de nucléaire est la fermeture du cycle, et une communication en ce sens est apparue avec un soutien à quelques starts up
- Alors qu'il n'y avait plus de Haut-Commissaire à l'Énergie atomique depuis 1 an, le poste a enfin été pourvu
- L'énergie vient de revenir, enfin, dans le périmètre du ministère de l'économie,
- Ce sujet est enfin redevenu une préoccupation au plus haut niveau de l'État

Cependant, depuis que notre commission a rendu ses travaux, force est maintenant de constater que ça bouge moins vite ! Et pourtant, il y a tellement à faire !

- La loi prévoit toujours encore que 14 réacteurs doivent fermer d'ici 2035
- Les projections de l'évolution de la consommation de RTE sont contradictoires avec notre stratégie de réindustrialisation et de décarbonation
- La construction des nouveaux moyens de production nucléaire va être très largement ralentie par des procédures encore trop complexes
- La fusion de l'ASN et de l'IRSN va ralentir notre capacité à instruire les dossiers quand il faudrait au contraire l'accélérer

Bref, nous avons en tout formulé 30 propositions. Il y'a encore beaucoup de travail pour les mettre en œuvre. Soyez assurés que je ne lâcherai pas.

Il y a un an, la presse ironisait sur ma volonté « d'aller chercher Macron » sur l'énergie. A force de travail, à force de sérieux et à force de s'intéresser au fond plutôt qu'à l'écume, le Président de la République n'a pas eu d'autre choix que de changer sa stratégie !

Les responsabilités sont désormais établies. Elles sont politiques. Le seul juge en matière de politique, c'est l'électeur. Il lui reviendra de sanctionner à l'occasion des prochains scrutins.

D'ailleurs, à ce moment, il me revient de rappeler que si nous n'avons pas subi de coupure d'électricité l'an passé, c'est bien grâce au fait que notre réseau électrique est européen.

Alors oui, le marché européen de l'électricité est défaillant. Notre capacité à nous mettre d'accord sur une vision européenne commune est d'une complexité sans nom. Les principaux pays d'Europe sont en concurrence et ont des intérêts divergents en la matière. Mais l'Europe est notre seul salut ! Quand c'est la crise, cette formidable invention politique qu'est l'Europe nous protège. A un coût élevé. Bien trop élevé. Mais toujours moins cher que si nous ne l'avions pas.

Alors je formule cette alerte ici. Attention à ne pas nous retrouver dans 10 ans avec un problème encore pire, car nous aurions accusé le médecin qui nous soigne de n'avoir pas de suite trouvé la bonne solution et que nous nous serions tournés vers un charlatan.

Voter pour un parti populiste qui vous promet que tout ira mieux simplement en s'éloignant de l'Europe, pour nous alsaciens, pour nous français, c'est céder aux mêmes sirènes que celles qui, il y a dix ans, vous expliquaient que la France, l'Europe et le monde se porteraient mieux sans centrale nucléaire.

Les défis que nous avons à relever collectivement sont immenses. Je ne connais qu'un seul moyen pour les relever. Le travail. L'effort. L'engagement.

L'individualisme et la facilité ne conduisent à rien. Ce sont des promesses attirantes. Elles sont joliment formulées par l'extrême droite, par l'extrême gauche, par l'écologie politique. Mais elles sont fausses.

Il n'y a pas de chemin facile pour vivre ensemble. Il y a une promesse réelle, celle du progrès, de la solidarité, de l'espérance. Mais le chemin n'est pas simple et se dévoile dans un monde qui se tend.

C'est bien là, le défi que nous avons à relever. Lever les yeux et sortir la tête du guidon pour réfléchir au fond.

Car, alors que nous bavardions tranquillement de la question de savoir si une galette végétale peut être appelée « un steak », si un homme peut être enceint ou si la constitution doit devenir un outil de conservatisme plutôt que de liberté, bref, pendant que nous discussions du sexe des anges, la réalité s'est brutalement rappelée à nous.

Ces derniers mois, ce que le travail politique nous a épargné depuis de nombreuses décennies s'est brusquement rappelé à nous. La Guerre a retrouvé sa place aux portes de l'Europe. Et à nos portes, en Ukraine comme en Israël, c'est bien notre modèle de société qui place l'Homme et ses libertés au cœur des préoccupations publiques, qui est la cible des attaques.

Ce retour de la guerre impliquant des pays occidentaux sur leur territoire est le fait le plus marquant de 2023. Les forces qui s'attaquent à notre modèle de société démocratique sont de plus en plus belliqueuses.

Le général prussien Carl von Clausewitz faisait déjà ce lien au 19^{ème} siècle : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ».

Alors dans ces moments, il y a des messages que nous ne devons pas oublier. La France a toujours eu et doit conserver un message universaliste. Il est grand, il est ambitieux.

Oui, nous sommes le pays de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Oui, ce que nous considérons être des libertés fondamentales a vocation à s'appliquer à toute l'humanité.

Oui, l'égalité des femmes et des hommes est une bataille à mener en permanence. Sur notre territoire et dans le monde. Dans le monde et sur notre territoire. Il ne s'agit pas d'une anecdote. Il ne s'agit pas d'un fait culturel. C'est profondément le message de la France et nous avons vocation à le porter dans le monde.

Pour le porter, l'Europe est notre principal atout, mais il n'est pas suffisant.

Nous avons une responsabilité particulière au sein de l'Union Européenne. Le retour de la guerre en Ukraine a malheureusement révélé à quel point nous nous sommes désarmés. Ce n'est pas la fin du service militaire et la professionnalisation de notre armée le problème, c'est l'effacement progressif du sentiment d'appartenance à la nation et l'abandon des moyens budgétaires de la défense.

Alors j'ai voté la dernière loi de programmation militaire qui a été proposée par le gouvernement. Cette loi prévoit une croissance des moyens budgétaires pour l'armée, mais cela n'est plus suffisant. Il nous faut reprendre en main toute notre filière industrielle de la défense. Recalibrer nos moyens de production à la hausse et remobiliser la nation dans sa capacité à s'engager.

Je ne vous donnerai qu'un exemple, local, qui me révolte.

Nous avons, en Alsace, un constructeur de machines-outils qui fabrique des lignes de production de cartouches. Cette usine, reconnue dans le monde entier pour la qualité de son travail est, il y a quelques années, passée sous la propriété d'actionnaires internationaux d'un pays du golfe. L'économie mondiale de la guerre s'étant renversé – et cela bien avant la guerre en Ukraine – cette entreprise alsacienne a de nouveaux projets d'investissements. Conséquents ! Eh bien, pas moyen de trouver une banque française en mesure de lui prêter de l'argent. Elles ne sont pas frileuses sur le risque économique, mais simplement tétanisées à l'idée qu'une ONG dénonce une banque qui financerait une industrie militaire.

Nous avons urgemment besoin d'une prise de conscience ! Urgemment !

La démocratie, la liberté, ce n'est pas donner à quelques associations sans aucune légitimité le pouvoir de tout bloquer.

La Guerre est toujours la preuve d'un échec. L'échec de savoir défendre nos valeurs et nos intérêts par des voies pacifiques : le vote, l'économie ou la négociation. Mais certaines de nos valeurs ne sont pas négociables. L'intégrité de notre territoire n'est pas une option.

Et dire, qu'il y a 5 ans à peine, le gouvernement d'Édouard Philippe réfléchissait à supprimer la force française de projection nucléaire aéroportée pour des raisons d'économies budgétaires.

Ce hold-up sur le débat démocratique par des ONG sans légitimité existe aussi dans le champ de la lutte contre le réchauffement climatique.

Des organismes sans légitimité démocratique ne peuvent pas imposer les changements majeurs à notre société sans jamais être responsables.

Cette lutte contre le réchauffement climatique, essentielle, urgente et qui doit aujourd'hui concentrer des moyens colossaux doit se faire sans idéologie et avec l'aide de la science. Toute la science.

Et c'est là un des défis majeurs de notre temps. Redécouvrir ce qu'est le savoir et la science.

La crise du COVID a largement révélé que notre rapport à la science était fragile. Très fragile. Il suffit que la peur nous envahisse pour que notre raison s'efface. Dans un monde où les réseaux sociaux sont devenus la principale source d'information, il est devenu difficile d'y voir claire. Un gourou, même vêtu d'une blouse blanche, n'est pas crédible s'il n'a pas derrière lui le soutien du consensus scientifique. Seul, il n'est pas un héros de la liberté de penser. Il est juste un manipulateur.

A contrario, dénoncer ces pratiques en utilisant le seul concept de complotisme ne suffit plus ! La démocratie est un exercice difficile et exigeant. Il nécessite que chaque citoyen fasse des efforts. C'est le prix de notre liberté !

Je le redis, aucun combat n'est digne s'il se fait contre la liberté des Hommes.

Pour assumer une forme de cohérence dans les mécanismes que je dénonce, j'ai envie de commencer par le dossier de Stocamine.

Depuis mon élection, je me bats sur ce dossier pour rappeler qu'il s'agit avant tout d'un problème politique. La technique est claire, mais les tergiversations, les maladresses et le mépris technocratique ont cassé la confiance sur ce dossier. Il y avait donc lieu que la politique répare cela.

Force est de constater que depuis 7 ans, le pouvoir en place a poursuivi ce mépris technique des enjeux politiques et d'acceptation. Dégradant d'autant l'acceptabilité des projets futurs.

Mais la situation de la mine, elle, se dégrade. Les galeries continuent de converger. Le puit ne permettra bientôt plus l'accès au fond. Le nombre de mineurs à même d'encadrer les travaux ne cesse de diminuer, et il n'existe plus d'école pour en former. Les installations prennent un an tous les ans et dépassent désormais les 100 ans.

Alors il y a un risque qui devient criant. Celui que le temps de la justice et des procédures empêche tout et que nous nous retrouvons, dans quelques mois, dans l'incapacité de faire

quelques travaux que ce soit. Alors nous aurons tous perdu. Le principal danger pour la nappe phréatique d'Alsace, aujourd'hui, c'est de ne rien faire. C'est d'utiliser tous les moyens de droit pour empêcher d'agir.

La politique c'est dans les urnes ! Pas devant les tribunaux !

Il y a aussi de bonnes nouvelles dans les grands dossiers de notre territoire. A Fessenheim, les équipes du démantèlement de la centrale font un travail remarquable. Elles innoveront et grâce à leur engagement, permettent de démontrer que l'industrie nucléaire française est responsable et compétente. Que nous maîtrisons, en France, tout le cycle. De la construction, de l'exploitation, du traitement des déchets et de la déconstruction. Tout, en responsabilité, en compétence et en réduisant notre impact sur l'environnement.

Grâce aux agents EDF de Fessenheim, la crédibilité de la filière nucléaire française se renforce tous les jours. Grâce à eux, chaque jour, les vendeurs de peur perdent des arguments. MERCI à eux, merci à Laurent Jarry et ses équipes qui font preuve d'un engagement remarquable et qui me trouveront toujours derrière eux pour soutenir l'avenir de ce site.

J'étais la semaine dernière en Suède, pour visiter l'usine qui, là-bas, traite déjà les métaux issus du démantèlement des centrales. J'ai pu y constater à quel point le procédé industriel est fiable et les mesures de sécurité et de sûreté sont robustes. Cette usine est l'exemple du projet de technocentre qui sera construit à Fessenheim. Je me réjouis que ce dossier avance et que la première consultation du public soit lancée.

Je veux d'ailleurs profiter de l'occasion qui m'est donnée pour être très clair sur ma vision du site. La France ne dispose pas de sites nucléaires en nombre illimité. Fessenheim en est un. Le tissu industriel alsacien et rhénan nécessite de construire de nouveaux moyens de production d'énergie décarbonnés, fiables et pilotables. Je suis donc tout à fait favorable à tout projet d'installation de nouveaux moyens de production d'électricité d'origine nucléaire à Fessenheim. Qu'il s'agisse de petits réacteurs innovants que nous appelons désormais des SMR ou de réacteurs de puissance, comme la France s'apprête à en construire 14. Le réseau est là, le foncier est là, les compétences sont là, le besoin est là : avançons !

Comme je vous ai invité aujourd'hui à cette cérémonie de vœux en tant que député, je ne m'étendrai pas longuement sur les actions concrètes menées sur le territoire, avec ma binôme Annick Luttenbacher, en tant que Conseillers d'Alsace.

Permettez-moi néanmoins de me réjouir de l'avancée très concrète de nombreux dossiers. Le plus visible, évidemment, est celui de la mise en service du barreau routier de Vieux-Thann. Certains d'entre vous l'ont peut-être même emprunté pour venir ce matin. Avec sa mise en service complète au courant de ce printemps, ce sont à terme 6 000 véhicules par jour qui quitteront la RD 1066 saturée entre Vieux-Thann et Thann, soit une réduction du trafic de l'ordre de 20% sur cette partie de l'axe. Il s'agit de la première grande étape visible dans le chantier de la fluidification du trafic qui se poursuit.

Mais ce dossier n'est pas le seul, permettez-moi simplement de citer :

- La station 4 saisons du Markstein qui se modernise et se diversifie tous les ans grâce à l'engagement sans faille d'Annick,
- Le lac de Kruth-Wildenstein, de plus en plus accueillant grâce à notre suppléant et Maire de Wildenstein, Ludovic Marinoni. L'action la plus visible est clairement la pose de la passerelle sur la retenue amont, maintenant que les travaux du barrage sont enfin terminés
- Je ne m'étendrais pas sur le Parc de Wesserling et la reprise en main du patrimoine que nous accompagnons fortement
- La livraison du gymnase du collège de Saint-Amarin prévu pour la rentrée,
- La modernisation de la gare de Saint-Amarin avec l'installation des services sociaux qui interviendra dans quelques semaines,
- Le soutien à la mise en place d'une passerelle cycliste à la sortie de Thann pour concrétiser la liaison douce avec Bitschwiller en traversant la Thur
- La livraison de la caserne de pompiers de Thann totalement rénovée
- La livraison de la gare de Cernay totalement rénovée pour y installer l'ensemble des services sociaux sur la commune
- Les soutiens aux nombreux investissements des communes et des associations dans le canton

Il ne s'agit là que d'une liste rapide des dossiers les plus visibles.

Vous ne m'enlèverez pas cette idée de la tête. Nos vallées sont le refuge de nos valeurs. Celle du travail, celle de l'engagement, celle de l'accueil et de l'altérité. Toutes ces valeurs qui font le ciment de l'Alsace.

Permettez-moi néanmoins de m'arrêter quelques minutes sur une action au sein de la Collectivité européenne d'Alsace qui me tient particulièrement à cœur : la culture.

C'est la délégation que j'ai souhaité pouvoir porter au sein de cette nouvelle collectivité alsacienne. Par conviction.

Parce que c'est mon parcours personnel mais aussi et surtout parce que je suis convaincu que c'est la meilleure façon de transmettre notre modèle de société et nos valeurs dans le temps. La société est une construction permanente. Abstraite, certes, mais elle est le fruit d'un effort collectif qui nous conduit à être plus fort ensemble.

Cet effort est rendu possible grâce aux repères que nous construisons. Des temps dans lesquels chacun se retrouve. Des moments conviviaux et populaires.

Je ne crois pas en une vision élitiste de la culture, ou quelques sachants viendraient défendre leur vision et l'imposer aux territoires. Je crois au contraire que la culture doit être l'expression de ce que nous avons en commun. En ce sens, parler d'accès à la culture est en soi déjà le constat d'un échec. Je préfère m'intéresser à l'expression de la culture dont nous sommes tous des vecteurs !

C'est la vision que je cherche à impulser au sein de la Collectivité européenne d'Alsace, car ce combat pour l'Alsace me tient à cœur depuis le début de mon engagement politique.

Vous le savez, l'Alsace concentre pour moi toutes les raisons de mon engagement, au premier rang desquels celui de la défense d'une vision de l'Homme libre, éclairé et engagé.

Pour que la démocratie fonctionne, il faut que les habitants d'un territoire se sentent appartenir à une destinée commune. C'est le rôle de la politique culturelle.

Pour que ce sentiment se transmette dans le temps il faut qu'il puisse s'exprimer démocratiquement à la bonne échelle : c'est le combat pour une collectivité alsacienne forte. Pour que la confiance reste, il faut que le sens des actions soit compréhensible : c'est la nécessité que la collectivité européenne d'Alsace fasse vivre en son sein un débat politique.

Alors la CeA se construit. Il lui faudra encore du temps pour être solide. La priorité aujourd'hui, me semble être celle de faire vivre le débat politique en son sein. Si l'Assemblée alsacienne est une simple chambre d'enregistrement, alors elle n'a pas d'intérêt et les alsaciens vont, progressivement, s'en éloigner. Les représentants élus des alsaciens doivent, au contraire, débattre et échanger, publiquement, de leur vision du territoire. L'Alsace est plus qu'un combat institutionnel. Elle est un message venu de l'Histoire, qui façonne notre identité et qui nous donne l'espoir d'un avenir plus doux.

C'est la raison pour laquelle, j'ai choisi cette citation de Jean-Jacques Henner pour illustrer ma carte de Vœux cette année.

« Quand j'étais encore tout petit, ma mère, au coucher du soleil, à l'heure où les travailleurs rentrent des champs, s'asseyait avec moi sur le bord du chemin, et me faisait remarquer la beauté des teintes du ciel près de l'horizon. »

Je veux vous expliquer ce choix.

Ce choix c'est d'abord celui d'un peintre alsacien du 19^{ème} siècle. Né à Bernwiller, dans ce qui est aujourd'hui ma circonscription, son œuvre a été reconnue par ses contemporains alors même qu'il est toujours resté distant par rapport à son temps. Il était libre et ne se laissait pas influencer par la tendance du moment.

A partir de 1870, alors que l'Alsace était devenue Allemande, il n'a jamais cessé d'y venir tous les ans. C'est cet attachement viscéral à sa terre natale qui l'a conduit à peindre le tableau le plus célèbre de son œuvre : L'Alsace, elle attend.

Alors dans le choix de ce peintre alsacien résolument français,
Dans le choix de cette citation qui rappelle d'où viennent nos valeurs, d'où vient notre inspiration, d'où vient notre engagement, voyez un message très politique !

L'Alsace est grande lorsqu'elle est sûre d'elle sans être arrogante.

L'Alsace est grande lorsqu'elle innove par le travail.

L'Alsace est grande lorsqu'elle sait tracer son chemin sur le fond plutôt que dans l'écume de la mode.

L'Alsace est grande lorsqu'elle se prend discrètement à rêver de rassembler et d'accueillir plus encore.

« Quand j'étais encore tout petit, ma mère, au coucher du soleil, à l'heure où les travailleurs rentrent des champs, s'asseyait avec moi sur le bord du chemin, et me faisait remarquer la beauté des teintes du ciel près de l'horizon. »

Cette citation est aussi pour moi, une invitation à la curiosité de l'horizon, de la découverte et de l'inconnue. Mais cette curiosité n'est possible que les deux pieds solidement ancrés dans la fierté de son identité.

Je veux partager avec vous cette conviction profonde. Il n'y a pas d'altérité dans l'effacement des identités. Se ressembler tous, c'est le meilleur moyen de ne pas vouloir se connaître. La différence est une chance quand elle est accueillie par une personne sereine.

Ce débat, nous ne l'avons pas assez.

La France, pour être ouverte et accueillante, doit d'abord être fière de ce qu'elle est. De ses valeurs et de son histoire. Nous ne pouvons pas bien accueillir en nous excusant !

Ce sont ces idées que j'ai portées dans le débat sur l'immigration à la fin de l'année dernière. L'altérité commence par la connaissance de soi.

L'accueil est possible lorsqu'il est conditionné au respect des règles qui sont les nôtres.

Pour préparer ce débat, je me suis rendu, en septembre, à Mayotte avec mes collègues députés Aurélien Pradie et Pierre-Henri Dumont.

Nous y avons passé plusieurs jours à essayer de comprendre ce département français dans lequel les mahorais sont à la fois si fiers de partager leur destin dans celui de notre nation, et si loin de l'efficacité de l'intervention de l'Etat.

La pression migratoire que subit cette île de l'océan indien est insoutenable. Sur ce territoire de notre république, plus de la moitié de la population est illégale et installée dans des bidonvilles.

Les habitants ont été rationnés pendant des mois en matière d'accès à l'eau. De l'eau au robinet seulement 1 jour sur 3. Pourquoi ? Parce que l'infrastructure de stockage et de distribution d'eau n'est tout simplement plus suffisante pour faire face à la pression migratoire.

L'insécurité est partout. La violence est omniprésente et empêche la vie quotidienne.

Et pourtant, nous avons échangé avec des mahorais dignes. Engagés. Qui veulent réussir à faire changer les choses. Nous avons découvert une société matriarcale, cette île musulmane où les femmes sont fermement décidées à défendre leur dignité, leur liberté et leur intégration dans la république.

Ce sont aussi ces images, ces rencontres, ces faits que j'avais en tête au moment où, avec le groupe Les Républicains, nous avons rappelé au gouvernement, en décembre dernier, que le sujet de l'immigration n'est pas un petit sujet à traiter à la légère mais bien un défi colossal qui mérite des réponses radicales. Le temps des mesurette est passé. Il nous faut tout reprendre en main avec fermeté.

Il me revient là de vous exprimer ma surprise à la suite de la décision du Conseil Constitutionnel. Le gouvernement ne peut pas, dans une situation de majorité relative, systématiquement jouer au poker. Nous avons voulu essayer de faire confiance, on ne m'y reprendra plus !

C'est dans ce contexte que se tiendront les élections permettant de former le parlement européen, en juin.

Plus que jamais, nous aurons besoin de faire campagne sur le fond. Plus que jamais nous avons besoin d'Europe. Plus que jamais, nous avons besoin de changer l'Europe.

L'actualité de la semaine nous positionne d'ailleurs largement dans ce sujet. La mobilisation des agriculteurs révèle à quel point le malaise est profond.

Je profite de cette occasion pour redire mon soutien indéfectible à celles et ceux qui nous nourrissent, qui entretiennent nos paysages et transmettent dans le temps ce que personne ne devrait jamais oublier, notre rapport à la terre.

Cette mobilisation, qui converge au niveau européen, a néanmoins plusieurs origines qu'il nous faut bien expliquer pour que le débat politique soit honnête.

Il y a d'abord ces normes trop lourdes, trop contraignantes et impossibles à suivre qui s'appliquent à eux. Quasiment tous les jours une norme qui concerne les agriculteurs change. Saviez-vous que 12 normes différentes s'appliquent à la gestion d'une haie ?

Ce problème ne vient pas de l'Europe. Il vient bien de la France dans sa fâcheuse habitude de vouloir, toujours, surtransposer les normes. Cela handicape notre compétitivité. La meilleure démonstration est l'observation de nos importations agricoles. Du fait de ces règles, nous dégradons notre capacité à produire. Mais les chiffres sont têtus. Ce ne sont pas des importations issues de traités de libre échange internationaux qui pénètrent majoritairement le marché alimentaire français, mais bien des importations issues d'autres pays d'Europe. D'Espagne ou d'Italie pour les fruits et légumes par exemple ou de République Tchèque ou de Pologne pour les carpes. Du fait de nos normes, les carpes frites du Sundgau sont davantage polonaises qu'alsaciennes !

Cela démontre une chose : ce ne sont pas les normes européennes qui créent un problème pour notre compétitivité, mais bien des normes françaises.

Il y'a ensuite pour l'agriculture un enjeu de modernisation.

Le défi du changement climatique est immense. Nous devons tout faire pour en réduire l'ampleur. C'est d'ailleurs largement le sens de mon engagement sur les sujets énergétiques.

Mais nous devons également nous préparer et nous adapter. Pour cela nous avons besoin de science, de progrès et de courage !

L'eau est un défi immense. Sans elle, aucune vie n'est possible. Sans aménagement pour la stocker, des pans entiers de notre territoire vont devenir désertiques. Regardez-donc ce qui se passe dans les Pyrénées orientales.

Alors nous avons besoin d'investir, massivement, pour construire des infrastructures de gestion de l'eau. Appelez cela avec le nom qui vous plaira : barrage, retenue collinaire, bassine ou même méga-bassine. Nous en avons besoin !

Les inondations de ces dernières semaines dans le Nord de la France sont la démonstration que nous avons suffisamment de ressources à stocker avant que n'arrive la sécheresse de l'été. Il nous faut le courage de décider, de construire et d'empêcher quelques militants qui ne vivent même pas dans les territoires de s'opposer violemment à de tels projets si essentiels. Nous avons besoin d'eau !

Là encore, un exemple accablant. Le nouveau premier Ministre a consacré son premier déplacement aux habitants du Nord de la France, touchés par les inondations. Il a fait la promesse que oui, enfin, les fossés allaient être curés pour éviter que les mêmes causes produisent à nouveau les mêmes effets.

Le ministre de la transition écologique s'est, depuis, rendu 4 fois sur place. Vous imaginez donc bien ce qu'il est advenu des fossés : ils ne sont toujours pas curés. Parce qu'il faut une autorisation de « loi sur l'eau » pour curer un fossé. Fossé qui avait pourtant été aménagé pour lutter contre les inondations. On marche sur la tête. Encore une fois, ce n'est pas l'Europe le problème ! Mais bien notre propre bureaucratie.

L'Homme a toujours interagi avec son environnement. L'Homme a toujours modifié son environnement. Il a la nécessité de le faire !

Pour continuer d'avancer, en agriculture comme dans tous les autres domaines de la vie, nous devons renouer avec la réalité des faits et la confiance dans la science !

En 2020, le prix Nobel de Chimie a été attribué à une généticienne française pour sa découverte révolutionnaire du Ciseau moléculaire. Cette technique, appliquée à l'agriculture, nous permettrait, sans faire d'OGM, d'accélérer un phénomène que tous les paysans pratiquent depuis la nuit des temps : la sélection variétale.

Pour quoi faire ? Pour trouver des plantes moins gourmandes en eau, plus résistantes aux maladies et qui nécessitent donc moins de phytosanitaires.

Le monde entier s'autorise à utiliser cette technique française pour faire progresser son agriculture. Le monde entier ? Sauf nous, bien sûr !

Autorisons-nous à être audacieux ! Faisons confiance à notre agriculture, soyons en fiers. Faisons confiance à nos scientifiques, soyons en fiers ! Faisons confiance à nos industriels, soyons en fiers ! C'est ainsi que nous renouerons avec le chemin de la souveraineté et de la création de richesses économiques, sociales et humaines.

Car il est des faits têtus, avant de débattre de la façon dont une société peut partager la valeur, il faut d'abord en créer !

Parce que dans notre société qui allait de mieux en mieux, progressivement, nous nous sommes endormis dans le confort de la quête de l'épanouissement individuel plutôt que collectif.

Cette quête a conduit un populisme discret au pouvoir. Celui d'un candidat qui, en 2017, promettait de ne plus faire de politique. Ne plus faire de politique ? La vérité sociale serait donc définitive et absolue ? Nous n'aurions plus besoin de réfléchir et de débattre ? Il suffirait de se laisser porter par des choix objectifs qui ne sont ni de droite ? ni de gauche ?

C'est tout aussi attirant qu'effrayant.

C'est populiste. Car cela surfe avant tout sur la paresse de l'esprit pour imposer des choix plutôt que sur l'engagement et le débat pour construire l'envie d'une destinée commune. Les choix politiques ne sont jamais objectifs. Ils ne sont jamais définitifs. C'est justement pour cela que nous avons, dans un passé très récent, décidé qu'il revenait aux citoyens de trancher ces questions démocratiquement. Il n'y a pas de vérité politique. Il n'y a que des choix.

Ce nouveau populisme de salon, c'est le contexte de ma génération.

Ma génération qui a l'immense responsabilité, pour sauver notre modèle démocratique, de redonner le goût aux français de débattre, de s'engager, de réfléchir.

Cette génération qui a l'immense responsabilité de réaffirmer nos préoccupations pour les penser de façon collective tout en respectant les libertés individuelles et les promesses de l'émancipation.

Cette génération qui tout simplement a la responsabilité de reconstruire l'espérance d'un monde meilleur.

Alors avec plusieurs collègues nous avons une foi inébranlable dans notre volonté de reconstruire le débat en France. Avec mes collègues députés Aurélien Pradié, Avec Pierre-Henri Dumont, Avec Julien Dive, avec Ian Boucard et tant d'autres, Cette responsabilité de notre génération, ne doutez pas que nous l'embrassons pleinement :

Au sein de notre parti. Parce qu'il n'y a pas de démocratie sans qu'elle soit un peu organisée. L'engagement partisan est nécessaire à notre système. Il n'est pas caricatural. Il est indispensable. Ce n'est pas simple. Parfois on échoue à convaincre qu'il faut changer. Mais je ne lâcherai pas.

Cette responsabilité je la prend tout entière pour l'Alsace. Qui ne peut pas se reposer sur ses lauriers et arrêter d'avancer.

Cette responsabilité je la prends pour la France pour laquelle je ne peux me résoudre à voir se dissoudre chaque jour davantage l'envie de partager une destinée commune. Notre Nation est une promesse dans laquelle je crois. Notre Nation est une promesse qui nous fera tous encore beaucoup avancer !

Cet engagement, je le porterai dans les prochaines années de mon mandat.

Le chemin est long. Semé d'embûches et de sacrifices. C'est un choix de vie que j'ai fait le jour où j'ai décidé de me présenter à une élection. Le choix de me consacrer pleinement à construire notre vie en société. Ce sont de nombreux renoncements personnels, pour moi, et pour mes proches. Je leur suis reconnaissant de subir ce choix qui n'est pas le leur.

La vie publique n'est pas une vie comme les autres. Elle est exigeante. A l'époque des réseaux sociaux, et où tout le monde a un avis sur tout et surtout sur ce qu'il ne connaît pas, la vie publique est totale. Il n'existe plus de limite. Plus de pudeur. La transparence devient un voyeurisme collectif malsain. Mais pour parvenir à changer tout cela, il faut que quelques-uns s'engagent.

J'en serai.

Ensemble, nous reconstruirons des repères. Nous reconstruirons de l'espérance pour notre société.

Pour 2024 et pour les années qui viennent, vous pouvez compter sur toute ma détermination à défendre ces valeurs sans concessions.

Vous pouvez compter sur mon engagement entier pour notre territoire.

Vous pouvez compter sur ma sincérité et ma franchise pour porter la plus grande des exigences pour l'Alsace et pour la France.

Alors en vous assurant de la profonde espérance que j'ai et que je veux porter pour notre avenir commun, je vous souhaite, à vous toutes et à vous tous, à vos proches et à ceux qui vous sont chers, une belle et heureuse année 2024 !

Vive l'Alsace,
Vive la République,
Et Vive la France !